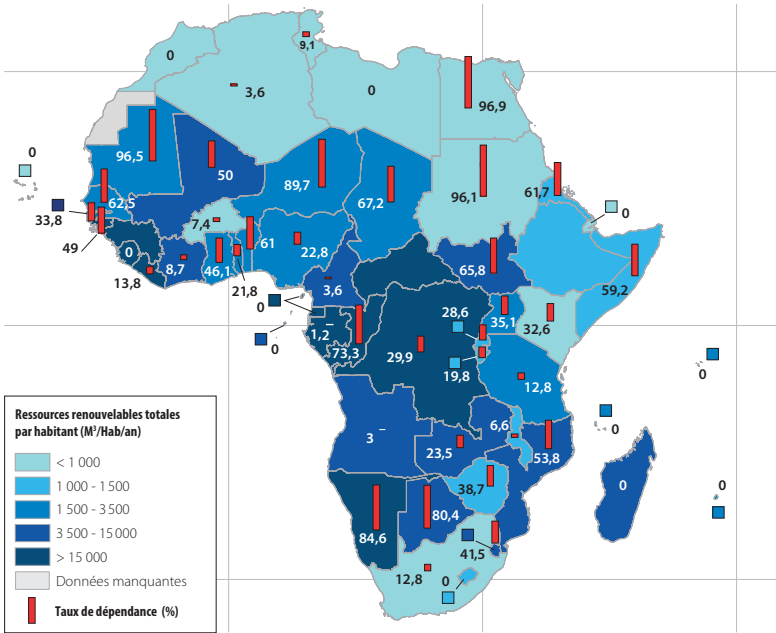


C33. Disponibilité et dépendance en ressources hydriques en 2015

Source : FAO Aquastat 2016 (voir note page 69)



C34. Consommation et usages de l'eau en 2015

Source : FAO Aquastat, FAO Corporate Document Repository

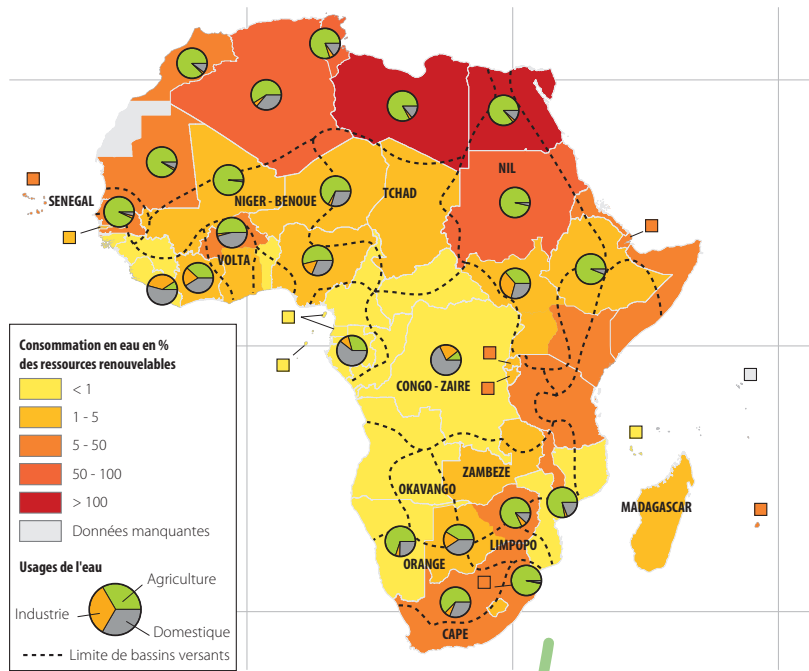
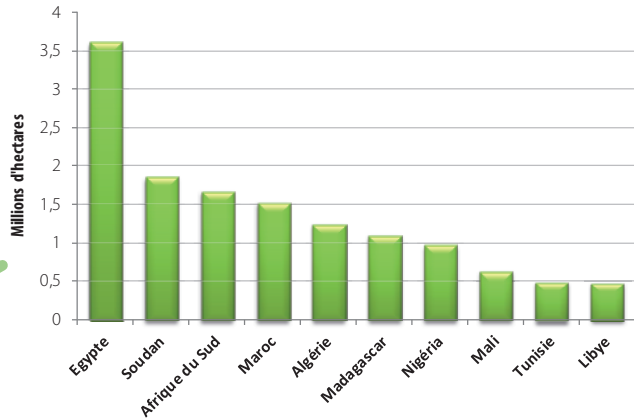


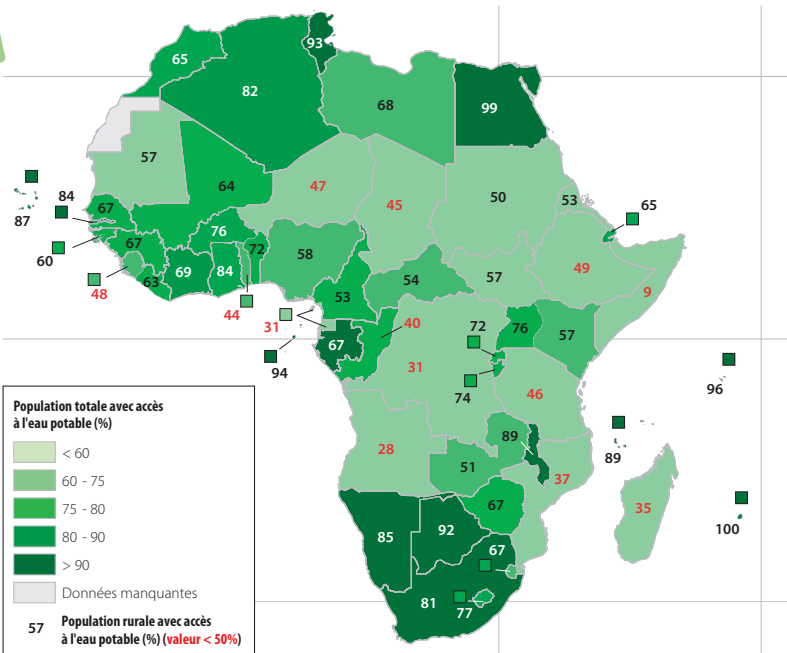
Fig. 18. Principaux pays d'irrigation en 2015

Source : FAO Aquastat 2016



C35. Accès à l'eau potable en 2015

Source : FAO Aquastat 2016



L'OR BLEU ET SES ENJEUX : TENSIONS HYDRIQUES EN AFRIQUE

Les défis liés à l'eau en Afrique sont nombreux : assurer un accès à l'eau potable à tous ; développer la production alimentaire sans surexploiter les ressources en eau ; utiliser des méthodes d'irrigation économes en eau et en énergie... Ils ne pourront être relevés qu'en assurant la mobilisation de ressources humaines, financières et techniques pour réaliser les investissements nécessaires et assurer leur entretien dans le temps.

• Des ressources hydriques mal réparties

L'Afrique présente une grande diversité de climats et de densités humaines. Il en résulte de fortes disparités en termes de disponibilités totales en eau par habitant. Un autre paramètre important est le taux de dépendance qui correspond au pourcentage des ressources en eau renouvelables générées hors du pays : ce taux est fort en moyenne (60 % et plus) et atteint des pics (80 %) dans des pays comme le Congo, le Botswana ou la Namibie ; mais c'est en Egypte et au Nord Soudan que la dépendance est la plus spectaculaire, avec un taux proche de 100 %, soulignant la dépendance de ces pays de l'eau des grands fleuves venant d'autres pays en amont.

L'eau de surface n'est pas disponible partout toute l'année. En dehors de la zone équatoriale, la plupart des cours d'eau sont saisonniers et il faut des barrages pour les réguler. L'eau provient principalement de grands fleuves et l'irrigation ne peut se faire aisément qu'à leur proximité immédiate. Valoriser l'eau pour l'irrigation de plus grandes surfaces implique la

construction d'importantes infrastructures hydrauliques et de fortes contraintes de gestion de vastes périmètres irrigués.

• Une consommation marquée par les usages agricoles

Les pays arides ou semi-arides consomment une part importante de leurs ressources en eau renouvelables. L'Egypte et la Libie sont des cas emblématiques, consommant respectivement la totalité et six fois plus que leurs disponibilités en eau, ce qui n'est possible pour la Libye que par un recours massif au pompage d'eaux souterraines non renouvelables. L'eau consommée est majoritairement utilisée pour l'irrigation. La répartition entre usages domestiques, industriels et agricoles de l'eau est très différente dans les régions humides où l'agriculture irriguée est rarement pratiquée.

Les pays d'Afrique du Nord consomment à eux seuls la moitié de toute l'eau utilisée sur le continent. Si on leur ajoute le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Soudan et Madagascar, on atteint 80% de l'eau consommée sur le continent par seulement 9 des 53 pays africains.

Beaucoup des pays qui ont développé l'irrigation sont aussi des pays qui doivent recourir à des importations massives pour couvrir leurs besoins alimentaires. Cette dépendance les incite à étendre et intensifier encore plus leur agriculture irriguée au risque de créer des crises hydrauliques. Pour mobiliser de nouvelles ressources en eau, ils ont recours à des pompes dans les nappes mais à des débits bien supérieurs à leur réalimentation (proche de zéro pour le Sahara). D'où des besoins en énergie et un abaissement du niveau de ces

nappes qui menace leur avenir. Pour épargner les ressources hydrauliques, des méthodes d'irrigation plus économes en eau se développent, comme le goutte-à-goutte en Afrique du Nord qui peut être subventionné.

• Des conflits potentiels

Certains pays sont de grands consommateurs d'eau pour l'agriculture et dépendent des pays en amont. Des tensions pour l'usage de l'eau existent et d'autres pourraient naître selon les dynamiques économiques et les choix politiques, mais aussi et peut-être surtout du fait des changements climatiques en cours qui pourraient, selon les pays, réduire les disponibilités en eau et augmenter l'évaporation.

Ces tensions sont supposées être gérées par des traités internationaux et des organismes de bassin comme la Nile Basin Initiative. Mais en 2013, la construction du barrage de la Renaissance par l'Ethiopie a entraîné le retrait de l'Egypte de l'organisme de bassin et une nette montée des tensions. Un accord Egypte-Soudan-Ethiopie signé en 2015 a permis de faire retomber la pression mais la fracture entre pays « fournisseurs » et « consommateurs » d'eau reste latente.

La présence simultanée d'une ressource partagée entre plusieurs pays et d'un taux élevé d'utilisation des ressources dans l'un de ces pays est un facteur de risque important pour l'émergence de conflits liés à l'eau : outre le Nil, une telle évolution pourrait concerner aussi les fleuves Sénégal, Niger et Limpopo et leurs pays riverains.

• Les ruraux à l'écart de l'accès à l'eau potable

Selon l'Organisation mondiale de la santé, la quantité minimale d'eau nécessaire pour assurer la satisfaction des besoins humains de base (boisson, alimentation et hygiène personnelle) est de 25 litres par personne et par jour. Mais des

quantités plus importantes (50l/j) sont nécessaires pour couvrir aussi les autres besoins essentiels (lessive, hygiène de l'habitat). Or, plus de la moitié des pays du continent consomment en moyenne moins de 50l/personne/jour pour les usages domestiques et un quart moins de 25 l.

L'accès à l'eau potable des populations africaines est tout aussi alarmant : dans de nombreux pays, 40 % de la population n'a pas accès à une source d'eau potable avec une durée inférieure à 30 mn aller-retour (norme de référence Unicef). Dans les campagnes, la situation est encore plus grave, avec jusqu'à 80 % de la population rurale sans accès à l'eau potable.

Paradoxalement, les pays les mieux pourvus en ressources en eau sont parmi ceux où l'accès à l'eau potable, notamment en zone rurale, est le plus bas. A l'inverse, les pays d'Afrique du Nord et certains pays d'Afrique australe, où la quantité d'eau disponible est beaucoup plus faible, atteignent des taux d'accès à l'eau potable proches de 100 %. Des ressources en eau importantes n'impliquent donc pas forcément un accès effectif de la population à ces ressources.

Pour donner accès aux populations rurales à une eau potable, il faudra investir dans des infrastructures et des organisations, et assurer une gouvernance efficace et durable. Plus généralement, une meilleure gestion des ressources en eau passe par des investissements lourds aussi bien en termes d'amélioration de l'offre que de gestion de la demande d'eau. A l'échelle du bassin versant, des efforts importants sont réalisés dans beaucoup de pays pour mettre en place des agences de bassins et, plus localement, des associations d'usagers avec l'objectif d'une gouvernance décentralisée de l'eau. La gestion de l'eau à l'échelle territoriale la plus opportune devrait garantir plus d'efficacité, plus d'équité et une meilleure implication des acteurs locaux dans la prise de décision.

Stefano Farolfi, Jean-Yves Jamin